

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 72 (1984)

Heft: [2]

Artikel: Etats-Unis : Reagan et les américaines [i.e. Américaines] : la coupe est pleine !

Autor: Gordon-Lennox, Odile

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-277120>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Reagan et les américaines : la coupe est pleine !

1984, année électorale : les préparatifs se précisent, tant du côté du parti républicain au pouvoir que de celui des démocrates, pour attirer les suffrages féminins. Mais, pour la plupart des organisations féminines américaines, la lutte est déjà bien engagée et l'adversaire en est le Président, car le bilan des mesures prises par l'administration en faveur de la promotion de la femme est négatif, tant dans le domaine juridique que dans la vie économique et sociale.

Dès avant son élection, le Président avait pris position contre ERA (Equal Rights Amendment), un projet d'amendement à la Constitution dont le texte dit simplement : « Ni le gouvernement fédéral, ni le gouvernement des Etats ne pourra refuser ni limiter l'égalité de droit devant la loi en raison du sexe de la personne ». Ce projet d'article, adopté par le Congrès en 1972, n'a pas obtenu le quota nécessaire d'approbation par les parlements des Etats. Il vient de faire l'objet d'un nouveau vote au Congrès où il a été rejeté, essentiellement à cause de manœuvres préélectorales. Comment les partis pourront-ils justifier qu'une question de principe soit traitée comme un enjeu momentané ?

Le Président a fait de nombreuses déclarations contre le droit au libre choix en matière d'interruption de grossesse. Il donne son appui à un projet d'amendement constitutionnel qui a pour but de rendre l'avortement illégal. Le droit au libre choix a été consacré par une décision de la Cour Suprême en 1973.

Une aversion croissante

L'administration a pris toute une série de mesures qui ont précipité la paupérisation des femmes, en ces temps de conjoncture économique difficile. Tant et si bien que, même au sein de son parti, le Président n'a pu éviter d'être critiqué pour sa politique excessive et ses déclarations maladroites. Le Comité républicain des élections s'inquiète de la disparité croissante entre les opinions des femmes et celles des hommes sur chaque point de la politique actuelle. Les femmes représentent 56 % de l'électorat. Plus d'une douzaine d'études récentes mettent en évidence et analysent l'aversion portée par la majorité des femmes à la politique de Reagan. Des sondages récents confirment que, dans tous les domaines, Reagan est moins populaire chez les femmes, dans une marge allant de 6 à 18 %.

En août dernier, Barbara Honneger, membre du parti républicain et nommée directrice de l'équipe spéciale chargée d'examiner la législation fédérale et d'y



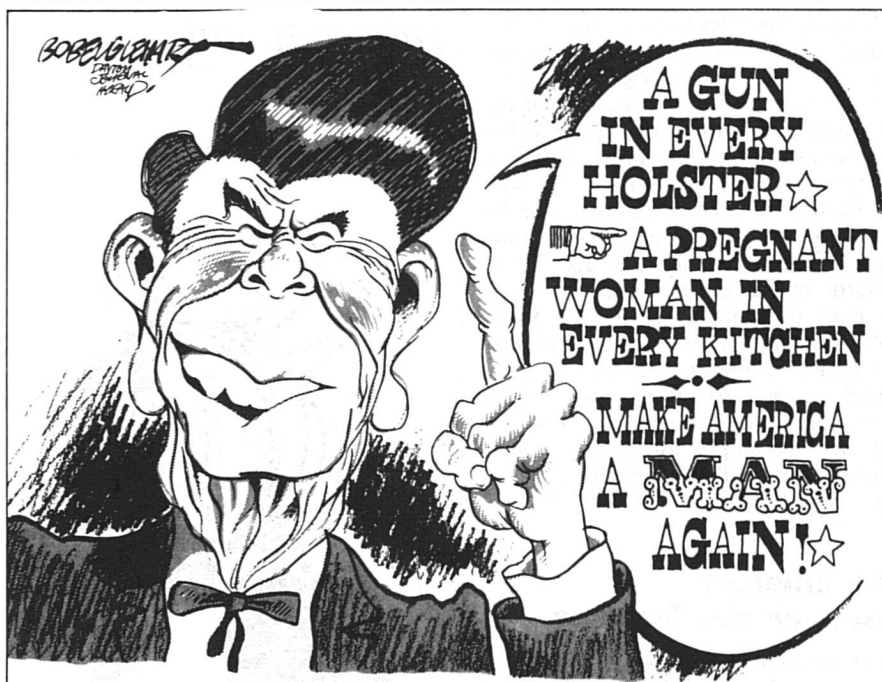
Manifestation pro-ERA à Washington

Photo de l'American Association of University Women

relever les discriminations défavorables aux femmes, a donné sa démission, après avoir accordé une interview d'une page au journal principal de Washington. Elle y expliquait comment l'administration actuelle n'a pas fait le moindre effort pour transformer la législation incriminée, ni veillé à ce que les Etats procèdent à l'examen et à la transformation de leurs législations respectives. « Le Président a trahi ses engagements » a-t-elle déclaré.

Réduction de l'aide sociale

Dans le domaine économique, au moment où la récession touchait le plus durement les couches sociales vulnérables dont font partie les femmes et surtout les femmes noires et « ethniques » (Amérique latine et Caraïbes), l'Administration prenait toute une série de mesures budgétaires précises qui ont réduit de 40 à 50 % l'ensemble des programmes d'aide sociale. (Pendant la même période, le budget militaire s'est accru selon une courbe très ascendante). Ces réductions ont touché les bons alimentaires, les permanences de soins maternels ou de planification familiale, les assurances médicales pour les personnes âgées, etc. L'effet de ces mesures apparaît dans les chiffres : dans certaines villes, le taux de mortalité infantile atteint celui des pays du monde les plus défavorisés. En outre, ces coupures budgétaires ont mis au chômage un grand nombre de femmes qui formaient le 77 % du personnel de ces services sociaux. Le taux de chômage des femmes chefs de famille atteignait 13,2 % en décembre 1982, celui des jeunes femmes noires 44 %. (La moyenne nationale était alors



« Un revolver dans chaque étui, une femme enceinte dans chaque cuisine, et l'Amérique sera de nouveau un HOMME ! »

10,5 %). Un enfant sur cinq est maintenant considéré comme vivant dans la pauvreté, d'après le Children's Defense Fund, un organisme qui défend les droits des enfants auprès du Congrès.

Egalité des chances : plus de crédits

Le budget de l'éducation n'a pas non plus été épargné. Les étudiants ont de plus

grandes difficultés à obtenir des prêts d'étude, surtout les filles. Les crédits destinés à promouvoir l'égalité des chances des filles dans le système éducatif ont été réduits à zéro dans le projet de budget 1984. Ce programme, créé en 1964 avait eu un résultat très positif. L'administration avait déjà opéré des coupures en 1982 et 1983.

Du côté des salaires et de l'emploi, la situation des femmes n'est pas brillante non plus. A travail égal, la moyenne des salaires féminins représente les 59 % des salaires masculins. Elle descend à 54 pour les femmes noires et 49 pour les femmes « ethniques ». Il existe pourtant une loi qui exige un salaire égal pour un travail égal, mais l'office chargé de contrôler son application est débordé car son personnel a été réduit depuis 1982. Le budget du Bureau de la Femme au Ministère du Travail n'a pas augmenté depuis 1981, compte tenu de l'inflation, et son personnel a, lui aussi, été réduit.

La défense : un fief masculin

En ce qui concerne la politique extérieure de l'Administration, les sondages et l'expérience quotidienne relèvent une divergence d'opinion entre hommes et femmes. Les femmes sont moins prêtes à accepter l'emploi de la force pour résoudre un conflit. Par contre elles sont plus nombreuses à envisager la possibilité d'une guerre mondiale. Plusieurs organisations féminines importantes ont à leur programme l'étude des problèmes de sécurité nationale, l'examen du budget de la défense et la recherche de méthodes concrètes permettant leur participation à la prise de décision dans le domaine de la défense, un fief masculin. Dans une coalition créée pour lutter contre la guerre nucléaire se retrouvent le syndicat des travailleurs du textile et de la confection, le Conseil national des femmes noires

Un livre qui en dit long

La révolution conservatrice américaine

par Guy Sorman, éditions Fayard 1983

Nous découvrons l'Amérique des années 1982-83 au travers d'un voyage qui a conduit son auteur à s'intéresser à des sphères apparemment aussi différentes que les syndicats et les églises, le monde des jeunes et celui des femmes, les problèmes des parents d'élèves et ceux de la crise économique. Sans oublier la question raciale.

Guy Sorman est allé interviewer les tenants de ces diverses sphères influentes ; une unité s'est dégagée : l'Amérique vit actuellement une révolution conservatrice dont les articles de credo sont : religion, famille, patrie, moralité, argent, réussite.

En ce qui nous concerne, un chapitre s'intitule : « Victoire contre les féministes ».

C'est Phyllis Schlafly, mère comblée de 6 enfants, habitant une somptueuse demeure au bord du Missouri, qui a renversé le mouvement féministe. L'échec du « Deuxième souffle » de Betty Friedan, ce serait elle aussi.

Voilà les faits : dès 1970, les féministes américaines proposèrent un projet d'amendement pour l'égalité des droits

à la Constitution américaine, projet nommé ERA. Après un quasi-consensus au Congrès, le texte devait être ratifié par 38 Etats au moins avant mars 1979 pour devenir le vingt-septième amendement à la Constitution. Alors qu'il ne restait plus que huit Etats à trouver, Phyllis Schlafly publie le premier article anti-ERA, en 1972, dont l'écho fut retentissant. Toutes les Eglises lui donnent leur soutien. En 1982, Phyllis Schlafly a remporté la victoire, 33 Etats seulement ont signé.

Selon Guy Sorman, cette victoire est due aux excès des féministes : « l'ERA est, au fil des années, de plus en plus identifié au gauchisme, à la libération sexuelle, à la destruction de la famille, à l'amoralité, au lesbianisme ».

Le féminisme, pour Phyllis ? Une escroquerie qui tendrait à faire résoudre par la société des problèmes d'ordre personnel : « La femme américaine n'a pas de difficultés sociales ou politiques. Elle n'a rien à demander, parce qu'elle a tout ».

Tant que Reagan sera à la Maison-Blanche, Phyllis sera tranquille : comme elle, il est anti-ERA.

Christiane Mathys

res, l'Association des femmes américaines diplômées d'université, les femmes rurales américaines, etc. La Campagne pour le gel nucléaire est soutenue en majorité par des organisations féminines. Elle essaie de faire pression sur le Congrès dans le domaine de l'installation des Euromissiles, de soutenir l'action en justice intentée par les femmes du camp de Greenham Common contre le Gouvernement des Etats-Unis et de coordonner à l'échelon national les efforts pour promouvoir le gel des armements nucléaires. Le lien entre la croissance du budget militaire et la réduction des programmes sociaux est devenu l'un des thèmes de la campagne électorale. Les candidats du parti au pouvoir préparent sans doute une contre-offensive destinée à récupérer le vote féminin.

Faire émerger le pouvoir des femmes

Une coalition de plus de cinquante organisations féminines est en train de mettre au point une campagne d'inscription sur les rôles électoraux, que ce soit dans le but avoué de renverser le parti républicain ou de faire émerger le pouvoir des femmes afin qu'elles participent davantage à la vie politique et aux choix économiques. La « League of Women Voters » va s'efforcer d'atteindre non seulement les femmes mais tous les jeunes de 18 à 34 ans, qui représentent le groupe d'âge ayant le plus bas pourcentage de vote. La Ligue s'est assurée les services d'une chaîne de radio afin de toucher le grand public. L'Association des infirmières et l'Association des employés de services sociaux feront un effort spécial pour faire inscrire leurs malades et clients, souvent immobilisés. Plusieurs syndicats ainsi que des groupements religieux et éducatifs ont aussi des programmes semblables. L'Association des femmes américaines diplômées d'université vend une chemise où est imprimé le slogan : « C'est un monde masculin, à moins que les femmes ne votent ! »

Une femme à la vice-présidence

Les plus féministes ont suggéré aux candidats à la présidence de choisir une femme pour la vice-présidence. L'unique candidat noir, Jesse Jackson a relevé le défi.

Enfin, il sera intéressant de voir si cette offensive électorale va permettre un rapprochement et une collaboration entre organisations féminines à majorité blanche et leurs contreparties noires. Jusqu'ici ces dernières ont eu plus à faire à lutter contre l'oppression raciste et les problèmes causés par l'appartenance à une minorité, pour lesquelles elles n'ont pas reçu l'aide escomptée des organisations à majorité blanche. Peut-être un terrain d'entente et de coopération va-t-il pouvoir émerger dans cette lutte pour une répartition plus équitable du pouvoir politique ?

Odile Gordon-Lennox

International



Angleterre : des arguments connus

La Chambre des Communes refuse par 198 voix contre 118 qu'un projet de loi améliorant l'égalité entre les sexes lui soit soumis en deuxième lecture. Le projet proposait qu'on réunisse en une loi l'*Equal Pay Act* et le *Sex Discrimination Act*, afin d'obliger le gouvernement à s'assurer qu'il n'y ait aucune disposition discriminatoire dans la présente législation ni dans celle proposée dans les cinq prochaines années. L'ancien leader du parti socialiste Michael Foot avait qualifié ce projet comme « de loin la mesure majeure pour établir l'égalité entre les sexes », il avait également demandé la création d'un poste ministériel pour la défense des droits de la femme. Les arguments invoqués par les délégués conservateurs rappellent — on pouvait s'en douter — singulièrement ceux utilisés lors des discussions sur le suffrage féminin. Une déléguée socialiste a souligné, entre autres, l'importance de changer l'attitude des femmes, « tout mâle chauviniste étant après tout le fils d'une femme ». Les galeries de la Chambre des Communes étaient remplies de femmes, qui ont soutenu de leurs applaudissements les défenseurs — socialistes — de leurs droits. (pbs)

Zimbabwe : les féministes en colère

Le dernier-né des Etats africains a lui aussi son mouvement de libération des femmes. Il règne dans ce pays « une atmosphère d'hystérie contre les femmes » a déclaré, mi-décembre, l'une des militantes du *Groupe d'Action des Femmes*.

Ce détestable climat est dû à l'action gouvernementale visant à éliminer la prostitution, campagne qui a viré à l'attaque indifférenciée contre toutes les femmes. Les journaux locaux parlent de milliers de femmes arrêtées lors de deux opérations de choc en octobre et en novembre. Pour celles qui purent produire un certificat de mariage ou d'emploi, éventuellement la preuve qu'elles avaient un ami régulier, la libération était rapide. Pour les autres, il fallut attendre que le premier ministre, Robert Mugaabe, donnât, au début décembre, l'ordre de libérer toutes les femmes arrêtées lors de l'« opération propreté ». C'est pour lutter contre cette violation des droits si récemment acquis par les femmes du Zimbabwe que s'est constitué le *Groupe d'Action des Femmes*, qui prévoit d'organiser une série de conférences pour porter l'affaire devant le public. (mg)

(Source : *Observer*, 18.12.1983).

En bref

- La France, pour la première fois, nomme une femme à la plus haute charge de la magistrature : à la présidence de la Cour de cassation.
- Le Canada, pour la première fois, désigne une femme comme gouverneur général ; la nomination est faite par le gouvernement d'Ottawa, mais Mme Jeanne Souvê a pour fonction de représenter la reine Elisabeth, qui est toujours le chef de l'Etat.
- Au Liechtenstein, une première étape est franchie : la Diète a accepté que le projet de loi sur le droit de vote et d'éligibilité des femmes soit présenté en deuxième et troisième lectures au printemps de cette année.
- En Grèce, le parlement vient d'adopter un projet de loi garantissant l'égalité des droits entre hommes et femmes dans les relations de travail, soit notamment au niveau de l'embauche dans toutes les branches et en matière de salaires.